

LA FISCALITÉ

LES PROPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS SUCCESSORAUUX ET À L'IMPÔT SUR LES DONNS—LA DEMANDE DE DÉLAI DES PROVINCES

M. Doug Rowland (Selkirk): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. A-t-il répondu aux lettres qu'il a reçues des premiers ministres provinciaux réclamant un délai d'un an pour la mise en application des propositions concernant les droits successoraux et l'impôt sur les dons. S'il a répondu, quelle est la nature de cette réponse?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, autant que je sache, aucune réponse concrète n'a été donnée.

M. Rowland: Le gouvernement entend-il faire parvenir une réponse concrète aux premiers ministres?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, tout ce que je pourrais vous dire est que cela dépend de la position que prendra le gouvernement à la Chambre, une fois le bill adopté. Nous ne pouvons pas répondre au sujet d'une situation hypothétique et dire ce qui se produirait si l'adoption du bill était retardée au-delà du 1^{er} juin, date que les premiers ministres ont mentionnée dans leurs lettres.

* * *

LA NAVIGATION

VANCOUVER—LA QUESTION DE LA PRIORITÉ DONT JOURAIENT LES CARGAISONS AMÉRICAINES

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Par suite du volume sans précédent des marchandises qui passent par le port de Vancouver à cause de la grève des ports côtiers du Pacifique aux États-Unis, et vu les rapports persistants selon lesquels la priorité irait à l'acheminement des marchandises en provenance et à destination des États-Unis, au détriment des marchandises canadiennes, le ministre voudrait-il indiquer à la Chambre l'état de la situation car il sait fort bien que plusieurs journaux de l'Ouest s'en inquiètent beaucoup et que les citoyens canadiens écrivent pour savoir s'ils passent en second lieu.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je m'entretenais longuement de cette question hier, à Vancouver, avec les représentants de mon ministère chargés des questions maritimes; je leur ai demandé un rapport détaillé. D'après ce qu'ils m'ont dit alors, je suis convaincu qu'aucune préférence n'a été accordée aux expéditeurs américains. J'ai demandé un rapport écrit, que je mettrai à la disposition de la Chambre et des députés dès que je l'aurai reçu, c'est-à-dire d'ici quelques jours, je crois.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA CHEMCELL LIMITED—LA POSSIBILITÉ DE CONTINUER L'EXPLOITATION DE L'USINE DE MONTMAGNY

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Il semble de plus en plus évident que la compagnie Chemcell Limitée fermera définitivement son usine, à Montmagny. Est-ce que le ministre est en mesure de dire à la Chambre si une entreprise quelconque a formulé une demande de subvention pour l'achat des bâtiments de la compagnie Chemcell, en vue d'organiser un autre genre de production dans la cité de Montmagny, à l'avantage des ouvriers de cette localité?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Je ne suis pas au courant, monsieur le président. Je vais m'informer et je donnerai le renseignement à l'honorable député.

* * *

LES AÉROPORTS

L'EXPANSION DES SERVICES DE FRET À MONTRÉAL ET L'AMÉNAGEMENT DE SAINTE-SCHOLASTIQUE

[Traduction]

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le gouvernement fédéral met-il au point une stratégie, en étroite collaboration avec le gouvernement du Québec, pour accélérer l'expansion de Montréal afin d'en faire un centre de distribution de fret aérien de toutes sortes pour l'Amérique du Nord? Si oui, quand fera-t-on une déclaration?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, pour ce qui est de la coopération elle-même, je sais que des entretiens se poursuivent avec mes fonctionnaires, mais je n'ai pas trop de détails à ce sujet. Je puis assurer le député, cependant, que nous collaborons de près avec les chambres de commerce et d'autres groupes à Toronto, Calgary, Edmonton et Vancouver ainsi qu'avec tous les grands centres, afin de venir en aide à tous ces aéroports et de les rendre aussi efficaces et utiles que possible.

M. Ryan: Comme nombre de grandes lignes aériennes veulent un aéroport international à Toronto doté de services-voyageurs et de services-marchandises et comme, par conséquent, l'aéroport de Sainte-Scholastique, au Québec, risque de devenir un éléphant blanc, le gouvernement pourrait-il ne rien promettre au gouvernement du Québec et à la Communauté urbaine de Montréal à cet égard tant que la rentabilité n'en aura pas été prouvée hors de tout doute?

• (2.40 p.m.)

L'hon. M. Jamieson: Absolument pas, monsieur l'Orateur. Nous mènerons à bien l'aménagement de Sainte-Scholastique le plus rapidement possible et il en ira de même de la mise en valeur du Sud-Ouest de l'Ontario. A ceux qui parlent d'éléphants blancs, je tiens à rappeler qu'il y a 10 ans, ils nous disaient qu'il fallait que nous ayons perdu la raison pour nous lancer dans des travaux aussi vastes à Toronto aussi bien qu'à Montréal dont nous connaissons tous les résultats.

Des voix: Bravo!